

## **BOLIVIE**

### **Lettre ouverte aux candidats à l'élection**

#### **présidentielle : un plan d'action est indispensable pour l'avenir du pays**

Index AI : AMR 18/005/2005

ÉFAI

**Embargo : jeudi 15 décembre 2005 (00 h 01 TU)**

### **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Dans une lettre ouverte rendue publique ce jeudi 15 décembre 2005, Amnesty International a engagé les candidats à l'élection présidentielle en Bolivie à élaborer un plan d'action qui propose de véritables solutions pour mettre un terme à la crise des droits humains que traverse le pays.

Ce plan d'action, indique Amnesty International dans sa lettre, doit s'articuler autour de la recherche de propositions efficaces dans quatre domaines essentiels : la protection des droits économiques, sociaux et culturels – notamment le droit au travail, le droit à la santé et le droit à l'éducation –, le comportement des forces de sécurité (usage excessif de la force contre des manifestants et dans des centres de détention), les conditions carcérales et la justice – en particulier dans les affaires de violation des droits humains.

« La personne qui sera élue à la tête du pays devra prendre sans attendre des mesures sur des questions comme celle de la mort, en février et en décembre 2003, de personnes qui participaient à des manifestations. Des cas comme celui-ci montrent que le pays a besoin d'une justice efficace et d'un gouvernement qui prenne en compte à tous les niveaux les attentes de la population. Tant que l'on ne s'occupera pas avec la diligence nécessaire des situations de ce type et que l'on ne proposera pas de solutions, la Bolivie ne sortira pas de la crise », a déclaré Virginia Shoppée, chercheuse sur la Bolivie à Amnesty International.

« La crise que traverse la Bolivie trouve son origine dans la violation des droits économiques, sociaux et culturels des catégories qui ont toujours été les plus marginalisées dans le pays – comme les femmes, les enfants, les paysans, les populations indigènes et les minorités sexuelles – et dans la discrimination dont ces groupes sont victimes. Les mesures qu'adoptera le prochain gouvernement ne seront suivies d'effet que si elles prennent en compte les besoins de ces secteurs de la société.

« Certaines des mesures nécessaires pourront être prises par la voie administrative, d'autres supposeront l'adoption de nouvelles lois et beaucoup seront mises en œuvre par la simple application de la législation existante. Mais ces mesures ne seront efficaces que si elles sont

soutenues par une véritable volonté politique à tous les niveaux. »

Amnesty International voit dans la ratification par la Bolivie du Statut de Rome de la Cour pénale internationale un signe de la volonté de l'État bolivien de lutter contre l'impunité. L'organisation reste cependant préoccupée par l'accord bilatéral honteux signé entre les États-Unis et la Bolivie, qui garantit l'immunité absolue aux ressortissants américains et à d'autres citoyens accusés de crimes contre l'humanité.

« Ces trente dernières années, l'État bolivien est devenu partie à plusieurs traités relatifs aux droits humains d'importance majeure. Il incombe au prochain président de la Bolivie de traduire dans la pratique les engagements contractés. »

### **Informations générales**

Le président de la République, les députés, les sénateurs et les préfets des huit départements du pays vont être désignés lors des élections générales boliviennes du 18 décembre. Les candidats à la présidence de la République sont : Juan Evo Morales Aima, du *Movimiento al Socialismo* (MAS, Mouvement pour le socialisme), Jorge Quiroga, du *Poder Democrático y Social*, (PODEMOS, Pouvoir démocratique et social), Felipe Quispe Huanca, du *Movimiento Indígena Pachakuti* (MIP, Mouvement indigène pachakuti), Michiaki Nagatani Morishita, du *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MNR, Mouvement nationaliste révolutionnaire), Eliceo Rodríguez Pari, du *Frente Patriótico Agropecuario de Bolivia* (FREPAB, Front patriotique agricole de Bolivie), Gildo Angulo Cabrera, de la *Nueva Fuerza Republicana* (NFR, Nouvelle force républicaine), Samuel Jorge Doria Medina, du *Frente de Unidad Nacional* (UN, Front d'unité nationale) et Néstor García Rojas, de l'*Unión Social de los Trabajadores de Bolivia* (USTB, Union sociale des travailleurs de Bolivie). ●

**Pour obtenir une copie en espagnol de la lettre ouverte aux candidats à la présidence bolivienne publiée par Amnesty International, veuillez vous connecter sur la page <http://web.amnesty.org/library/index/ESLAMR180062005>**

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**

## **BOLIVIE**

### **Lettre ouverte aux candidats à l'élection**

#### **présidentielle : un plan d'action est indispensable pour l'avenir du pays**

Index AI : AMR 18/005/2005

ÉFAI

**Embargo : jeudi 15 décembre 2005 (00 h 01 TU)**

### **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Dans une lettre ouverte rendue publique ce jeudi 15 décembre 2005, Amnesty International a engagé les candidats à l'élection présidentielle en Bolivie à élaborer un plan d'action qui propose de véritables solutions pour mettre un terme à la crise des droits humains que traverse le pays.

Ce plan d'action, indique Amnesty International dans sa lettre, doit s'articuler autour de la recherche de propositions efficaces dans quatre domaines essentiels : la protection des droits économiques, sociaux et culturels – notamment le droit au travail, le droit à la santé et le droit à l'éducation –, le comportement des forces de sécurité (usage excessif de la force contre des manifestants et dans des centres de détention), les conditions carcérales et la justice – en particulier dans les affaires de violation des droits humains.

« La personne qui sera élue à la tête du pays devra prendre sans attendre des mesures sur des questions comme celle de la mort, en février et en décembre 2003, de personnes qui participaient à des manifestations. Des cas comme celui-ci montrent que le pays a besoin d'une justice efficace et d'un gouvernement qui prenne en compte à tous les niveaux les attentes de la population. Tant que l'on ne s'occupera pas avec la diligence nécessaire des situations de ce type et que l'on ne proposera pas de solutions, la Bolivie ne sortira pas de la crise », a déclaré Virginia Shoppée, chercheuse sur la Bolivie à Amnesty International.

« La crise que traverse la Bolivie trouve son origine dans la violation des droits économiques, sociaux et culturels des catégories qui ont toujours été les plus marginalisées dans le pays – comme les femmes, les enfants, les paysans, les populations indigènes et les minorités sexuelles – et dans la discrimination dont ces groupes sont victimes. Les mesures qu'adoptera le prochain gouvernement ne seront suivies d'effet que si elles prennent en compte les besoins de ces secteurs de la société.

« Certaines des mesures nécessaires pourront être prises par la voie administrative, d'autres supposeront l'adoption de nouvelles lois et beaucoup seront mises en œuvre par la simple application de la législation existante. Mais ces mesures ne seront efficaces que si elles sont

soutenues par une véritable volonté politique à tous les niveaux. »

Amnesty International voit dans la ratification par la Bolivie du Statut de Rome de la Cour pénale internationale un signe de la volonté de l'État bolivien de lutter contre l'impunité. L'organisation reste cependant préoccupée par l'accord bilatéral honteux signé entre les États-Unis et la Bolivie, qui garantit l'immunité absolue aux ressortissants américains et à d'autres citoyens accusés de crimes contre l'humanité.

« Ces trente dernières années, l'État bolivien est devenu partie à plusieurs traités relatifs aux droits humains d'importance majeure. Il incombe au prochain président de la Bolivie de traduire dans la pratique les engagements contractés. »

### **Informations générales**

Le président de la République, les députés, les sénateurs et les préfets des huit départements du pays vont être désignés lors des élections générales boliviennes du 18 décembre. Les candidats à la présidence de la République sont : Juan Evo Morales Aima, du *Movimiento al Socialismo* (MAS, Mouvement pour le socialisme), Jorge Quiroga, du *Poder Democrático y Social*, (PODEMOS, Pouvoir démocratique et social), Felipe Quispe Huanca, du *Movimiento Indígena Pachakuti* (MIP, Mouvement indigène pachakuti), Michiaki Nagatani Morishita, du *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MNR, Mouvement nationaliste révolutionnaire), Eliceo Rodríguez Pari, du *Frente Patriótico Agropecuario de Bolivia* (FREPAB, Front patriotique agricole de Bolivie), Gildo Angulo Cabrera, de la *Nueva Fuerza Republicana* (NFR, Nouvelle force républicaine), Samuel Jorge Doria Medina, du *Frente de Unidad Nacional* (UN, Front d'unité nationale) et Néstor García Rojas, de l'*Unión Social de los Trabajadores de Bolivia* (USTB, Union sociale des travailleurs de Bolivie). ●

**Pour obtenir une copie en espagnol de la lettre ouverte aux candidats à la présidence bolivienne publiée par Amnesty International, veuillez vous connecter sur la page <http://web.amnesty.org/library/index/ESLAMR180062005>**

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**